

LE TEMPS

Gestion Mercredi 15 août 2012

«Il est temps que les gestionnaires se rebiffent»

Par Propos recueillis par Emmanuel Garessus

«Il est temps que les gestionnaires se rebiffent» Le Club des gestionnaires propose une refonte structurelle dans le secteur

Des dirigeants de sociétés actives dans la gestion ont décidé, en octobre 2005, de se grouper autour d'un Club des gestionnaires, une plateforme de réflexion inscrite au Registre du commerce le 27 septembre 2010. Marc Studer, administrateur de Patrimoine & Gestion, en est le président. En son propre nom, il répond aux questions du Temps.

Le Temps: Quel est le positionnement du club vis-à-vis des organisations faîtières (OF) et organismes d'autorégulation (OAR)?

Marc Studer: Le club n'est qu'une plateforme de réflexion et d'échange d'idées. Ses membres sont tous membres d'une organisation faîtière et d'un organisme d'autorégulation, voire directement assujettis à la Finma. Ce n'est pas un nouveau groupement.

– Pourquoi le Club des gestionnaires veut-il modifier la situation?

– Comme on peut le constater en politique, les membres se sont mis peu à peu à désertier les assemblées générales, laissant ainsi libre cours au comité de ces groupements de modifier à leur guise les statuts et adopter des réformes. Certains organismes, comme l'ASG ou l'ARIF, sont une seule et même entité. Il en ressort un manque patent de combativité pouvant résulter d'un possible conflit d'intérêts. Cette situation n'est pas saine et ne peut satisfaire la Finma, qui tente de prouver au monde qu'elle a mis en place un système de contrôle efficace et impartial; le lobbying mené par les OAR peut faire douter de la volonté d'application des contrôles. Elle ne satisfait pas non plus la profession, qui se sent insuffisamment et inefficacement défendue en raison d'une tiédeur de bon temps vis-à-vis de la Finma.

Faute d'être reconnus et de se battre pour une réglementation adaptée, les tiers gérants sont en première ligne des mesures visant à en faire des enquêteurs judiciaires, des délateurs ou des «collabos». Ce métier reposant sur la confiance, cela signifie tout bonnement qu'il n'est plus possible d'exercer ce métier en Suisse. Il est temps que la profession se rebiffe avant d'être biffée (voir: www.patrigest.ch/Clubgest-30.07.2012.pdf).

– Pourquoi monter au créneau maintenant?

– Le détournement de mesures visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le terrorisme s'est mué en une chasse au contribuable et au trésor helvétique. Cela en changeant la définition du criminel. Grâce aux dérives de notre Conseil fédéral, c'est vous, c'est moi, c'est votre voisin. Mme Schlumpf et son équipe dénotent une naïveté inacceptable à ce niveau de l'Etat, une méconnaissance géopolitique, une incapacité à gérer la pression, une hâte suicidaire à se lancer dans la signature de tout ce qui lui est présenté et une incapacité à analyser les dégâts collatéraux.

– Quelles sont les craintes du Club des gestionnaires concernant la profession?

– Nous craignons que l'on décide rétroactivement d'amener des clients, qui ne se sont rendus coupables d'aucun délit en Suisse, à se dénoncer et d'en subir les conséquences pour eux et leur famille. Ce n'est pas acceptable.